

La Russie en Bulgarie

Christian Rakovsky

Source : «Vorwärts» 13e année, n° 70, 22 mars 1896, p. 2. et n° 72, 25 mars 1896, p. 9 Traduction et note MIA.

La « réconciliation » du gouvernement russe avec la Bulgarie est désormais un fait accompli. Le prince Ferdinand a été reconnu par toutes les puissances, et la principauté située entre le Danube et les Balkans se trouve pourvue d'une « maison souveraine nationale ». À dire vrai, cette maison souveraine nous est devenue assez onéreuse, à nous Bulgares, car pour la période de 1880 à 1890, elle ne nous a coûté que la modique somme de vingt-quatre millions de francs. Le « budget », c'est-à-dire les travailleurs, a payé pour le prince son mariage, son voyage de noces, les frais liés à l'accouchement de la princesse, pour lequel on fit venir des professeurs de Vienne. Le budget a également dû supporter les dépenses du baptême du prince Boris. La Sobranié [*le parlement*] à elle seule a voté trois cent mille francs, sans compter les sommes allouées par les municipalités de Sofia et d'autres villes. Le prince se fait aussi offrir des cadeaux par l'État et par les villes. Ces présents consistent en domaines de l'État, prairies, forêts, parcs et autres terrains. Le lendemain du baptême du prince Boris, il fit voter par la Sobranié cinq cent mille francs, qui devront être versés au prince Boris à sa majorité, avec 7 % d'intérêts et d'intérêts composés. Dès le deuxième jour suivant sa naissance, le prince Boris fut nommé grand-croix de l'ordre de Saint-Alexandre « *pour bravoure* », et à présent, à peine âgé de deux ans, il est déjà détenteur d'une somme d'argent considérable, prélevée dans la poche des pauvres.

Le baptême du prince Boris a servi de prétexte au gouvernement russe pour renouer les relations avec le gouvernement bulgare. Je le répète, il en a été le prétexte, et non la cause ; car cette dernière réside, comme nous le verrons plus loin, dans la nouvelle orientation de la politique bulgare. Dans l'intérêt de la vérité, il faut tout d'abord souligner que l'agitation joyeuse autour de « la réconciliation » est loin d'être aussi générale que le prétendent les journaux gouvernementaux et leurs agents appointés. Il est intéressant de constater que ce fait est relevé par un journal de l'opposition favorable à la Russie, comme le « *Znamé* », organe de M. Karavélov. Ce journal s'est vu reprocher sans détour par les feuilles gouvernementales « *Mir* » et « *Progrès* », et finalement aussi par un député de la Sobranié, de recevoir mensuellement cinq cents roubles du gouvernement russe. Dans le « *Znamé* » du 4, c'est-à-dire du 16 février, on peut lire « *que dans la foule rassemblée pour l'entrée de l'envoyé russe, on pouvait discerner plus de simple curiosité que d'enthousiasme.* » Je crois qu'il ne faudra plus longtemps pour que l'indifférence à l'égard de la « réconciliation » ne se transforme en une hostilité déclarée envers la Russie.

En effet, tout ce qui a suivi la « réconciliation » est de nature à provoquer une telle hostilité. Dès le deuxième jour qui suivit la réconciliation, le ministre de la Guerre, malgré l'opposition des députés socialistes et d'autres parlementaires de l'opposition, a fait voter un emprunt de dix millions de francs pour de nouveaux équipements militaires. Il s'agit d'un emprunt complémentaire, proposé après le vote du budget général. Le dernier budget, maintenu en équilibre avec peine et difficulté – 93 millions de dépenses pour un montant équivalent de recettes – se trouve soudain alourdi de 10 millions supplémentaires. Cette somme a été votée par amour pour la Russie, qui désire voir nos armées bien équipées et préparées, car elle compte s'en servir. Un député, M. Takev, qui jusqu'alors passait pour russophile – lui qui avait pourtant proposé l'envoi d'une couronne et d'une délégation de la Sobranié

sur la tombe d'Alexandre III – prononça à l'occasion de la demande d'emprunt les paroles suivantes, très significatives du revirement de l'humeur politique : « *Vous voulez nous démontrer, dit-il en s'adressant au ministre de la Guerre, la triste vérité que les gouvernements étrangers se réconcilient avec nous non pour nos beaux yeux, mais en raison de notre armée de trois cent mille hommes.* »

D'autre part, le prince Ferdinand, dès lors qu'il vit son trône affermi pour l'avenir, révéla toute la beauté de son caractère et tous les instincts bien connus des membres de la maison d'Orléans-Cobourg-Bourbon. La veille du baptême, dans un discours prononcé au château de Sofia, il se plaignit amèrement d'une certaine presse qui refusait de reconnaître « *qu'il existe un Dieu, un prince et un peuple* ». Le lendemain du baptême, la majorité de la Sobranié donna raison à son prince ; le 3 – soit le 15 février selon notre calendrier – elle adopta une loi contre la liberté de la presse. Selon cette nouvelle loi, le rédacteur en chef responsable doit être âgé d'au moins vingt-trois ans et avoir reçu une instruction secondaire supérieure ; et pour tout article publié dans un journal ou une revue, ce n'est pas son auteur, mais le seul rédacteur en chef responsable qui est tenu pour comptable.

Ainsi, la « réconciliation » a eu pour conséquences de nouvelles charges budgétaires et un recul politique. Cette nouvelle orientation dans l'évolution politique de la Bulgarie apparaîtra de plus en plus nettement. Les exigences militaires ne cesseront de croître, car telle est précisément la première condition de la « réconciliation ». Il ne fait aucun doute qu'un accord secret concernant l'armée existe entre les gouvernements russe et bulgare. Cet accord fut proposé à la Russie en août de l'année dernière par une délégation bulgare envoyée à Saint-Pétersbourg. Todorov, le président de la Sobranié, qui y prit part, s'en vante tout à fait ouvertement auprès de certains rédacteurs russes qui l'interrogèrent. Un mois plus tard, en septembre, le ministre-président Stoïlov prononça à Pleven un discours dans lequel il déclara que les intérêts économiques et nationaux de la Bulgarie lui imposaient impérieusement le devoir de prendre part à l'alliance franco-russe.

En contrepartie, la diplomatie française, et principalement le consul de France à Sofia, M. Lacau, a grandement contribué à cette « réconciliation ». À présent que nous avons été précipités dans le tourbillon de la politique militaire russe, nous verrons bientôt nos finances sombrer dans un état plus misérable encore que celui des finances russes.

Il est superflu de dire qu'une politique extérieure de cette nature doit nécessairement provoquer, dans notre situation intérieure, l'un des plus violents reculs politiques. Le discours de Ferdinand et le vote de la loi qui muselle la presse ne sont qu'un commencement. La diplomatie russe, « *dont on retrouve la main dans tous les cabinets d'Europe* », comme le dit le premier manifeste de l'Association internationale des travailleurs, s'activera plus qu'ailleurs dans le cabinet de Sofia. Les ministères se succéderont selon son bon vouloir. On a déjà été contraint de démettre le ministre des Affaires étrangères, Natchevitch, car celui-ci passe aux yeux des diplomates russes pour un ami de l'Autriche. Des partis politiques comme celui de Radoslavov, qui ont manifesté une orientation faiblement antirusse, sont condamnés à être tenus éloignés du pouvoir pour longtemps. C'est pourquoi Radoslavov et ses amis prodiguent maintenant compliments sur compliments à la diplomatie russe pour s'en rendre favorable. Même la petite cohorte des partisans de Stamboulov¹ – dont le gouvernement porte une large part de responsabilité dans la situation actuelle – tente des approches vers le gouvernement russe.

On pourrait presque dire qu'à présent, chez nous, tout le monde est russophile, à l'exception des socialistes, qui, seuls, ont toujours combattu de manière honorable tous les courants favorables à la Russie.

Il est néanmoins fort instructif d'observer comment la Russie, elle qui jusqu'alors qualifiait le prince Ferdinand d'« usurpateur », d'« intrus », et son gouvernement de « cabinet cobourgeois », qui envoya des assassins pour faire disparaître le prince tout en affirmant simultanément que, si le prince restait en vie, elle ne le reconnaîtrait en aucun cas – comment cette même Russie le reconnaît soudain

1 Stamboulov, Stefan (1854-1895), homme d'État bulgare national-libéral, chef de gouvernement et dictateur.

aujourd'hui comme prince de Bulgarie, et ce avant toute autre puissance européenne. La diplomatie russe a dû, bon gré mal gré, changer de tactique, désavouer aujourd'hui ce qu'elle affirmait hier, trahir ses amis bulgares, anti-dynastiques et russophiles, et rompre ses promesses. La raison de ce nouveau virage de la diplomatie russe a été exposée principalement par les « *Moskovskié Védomosti* » dans leur numéro du 14, c'est-à-dire du 26 février, le plus réactionnaire et panslave de tous les journaux russes. Nous y lisons ceci : « *Si le coup d'État et la déposition du prince de Battenberg n'ont conduit à aucun résultat tangible, quelle raison aurait-on de croire que la déposition de Ferdinand aurait produit ces résultats ? C'est pourquoi nous voulons nous réconcilier avec le prince et chercher à obtenir par son intermédiaire ce que nous comptons obtenir par sa déposition.* » Tout cela ne fait que confirmer l'ancienne vérité selon laquelle la diplomatie russe ne craint ni le meurtre, ni la trahison, ni le mensonge pour parvenir à son but ultime : asservir un peuple ou un pays étranger.

Les journaux russes débordent désormais d'éloges et découvrent chaque jour en notre prince de nouvelles et brillantes qualités. Et comme ils estiment que seuls parmi les Slaves l'on pourrait trouver de telles créatures serviles, ils veulent à tout prix faire de Ferdinand un Slave. Ainsi, par exemple, Komarov, du « *Svét* », prétend que le prince, et avec lui les Bourbons, les Orléans et tous les Cobourg, sont d'origine slave. D'autre part, il est écœurant d'entendre le prince Ferdinand s'enthousiasmer pour les causes slaves, pour « *l'unité du monde slave* » et pour le « *petit père* », tout en vilipendant « *l'Occident* », « *car ce sont désormais les rayons resplendissants de l'Orient qui déterminent mon avenir et celui de ma maison* ». Il ne croit sans doute pas un mot de toutes ces phrases qu'il a puisées dans je ne sais quel lexique panslave ; mais il ne faut pas oublier la liste civile. Et enfin, il est tout de même plus agréable d'être un prince, fût-ce une simple marionnette aux mains des Russes, que de demeurer un lieutenant autrichien à moitié connu.

En réalité, le prince Ferdinand s'est tout simplement aligné sur le mouvement général du pays, car l'entente russo-bulgare ne constitue qu'une étape très naturelle dans l'évolution économique de la Bulgarie. Durant la période que nous traversons, le développement de l'industrie est devenu le souci le plus pressant des hommes d'État, même dans une nation au caractère foncièrement agricole. La crise générale de l'agriculture a tari les sources de revenus des États, et ceux-ci tournent désormais leurs regards vers l'industrie et se disputent la primauté dans la création d'une nouvelle classe de contribuables – les ouvriers d'usine – à qui ils entendent prendre ce qu'ils ne peuvent plus arracher au paysan. Ainsi, le développement industriel est un facteur capital pour la survie même d'un État.

J'ai indiqué dans un précédent article publié par le « *Vorwärts* » comment, depuis deux ans, ce développement est devenu l'objectif de notre législation et la préoccupation majeure de nos hommes d'État. On est à présent allé si loin dans cette voie que l'on a enjoint aux fonctionnaires de porter, les jours ouvrables, des costumes en tissu bulgare. Il en est résulté que nos fabricants ont fait monter le prix du drap de 3 à 16 francs le mètre, tandis que les salaires des tisserands et des tailleurs, malgré – ou peut-être précisément à cause – de l'accroissement des commandes, étaient réduits de 70 % ! Pourtant, le développement industriel se heurte à des obstacles, dont le principal est la concurrence européenne. Et c'est dans toute la presse bourgeoise de Bulgarie un concert d'imprécations contre ce qu'elle nomme « *l'exploitation économique par l'Occident pourri* », et principalement contre l'Autriche, qui contrôle à elle seule un tiers des importations de la Bulgarie.

Mais quel est le rôle de la Russie dans cette affaire ? Eh bien, il est très simple. L'industrie russe n'est pas encore développée. On n'a donc pas à redouter sa concurrence ; au contraire, en échange de certaines concessions politiques, on est assuré de son appui, tant moral que matériel, pour la conclusion de traités commerciaux et dans d'autres questions économiques. Tout russophile qui se respecte tient le même discours. Je n'abuserai pas de votre patience en vous citant des journaux et des harangues favorables à la Russie, qui considèrent le retard du développement industriel de ce pays comme une circonstance extraordinairement avantageuse. Pour être tout à fait exact, je me contenterai de vous dire que cette thèse a été principalement avancée par M. Karavélov dans une lettre publique à ses électeurs, par M. Danev, membre de la faction des Zankovistes à la Sobranié, et dans le journal gouvernemental « *Progrès* ». Comme vous le constatez, la réconciliation n'est qu'un compromis

d'intérêts entre les capitalistes bulgares et la diplomatie russe. C'est pourquoi ce pacte est lui aussi artificiel, éphémère et instable, ce qui ne le rend pas moins périlleux.

Ce soutien apporté par le gouvernement russe à notre bourgeoisie pourrait nous coûter notre liberté politique et notre indépendance nationale, car à ce jour, je ne connais pas sur toute la terre une seule bourgeoisie qui n'ait sacrifié et ne sacrifierait sa liberté politique à ses dividendes.

Si l'on examine avec attention les derniers agissements de la diplomatie russe : sa précipitation à se réconcilier avec le gouvernement bulgare, les armements en Russie et en Bulgarie, on est aisément porté à penser que le gouvernement russe prépare un coup de force. S'agirait-il de l'occupation de l'Arménie, comme cela a déjà été évoqué à la Sobranié, ou de l'occupation définitive de la Corée ? Peut-être les deux à la fois. Du reste, la diplomatie russe, en dehors des périodes de la Sainte-Alliance et de l'après-guerre franco-allemande, n'a jamais eu de moment plus propice à la réalisation de ses desseins qu'à l'heure actuelle. La déconvenue de l'Angleterre en Amérique, au Transvaal et à Constantinople, et celle des Italiens en Abyssinie ; les tensions franco-allemandes et l'irritation suscitée par l'influence autrichienne dans les États balkaniques, laquelle ne tire parti de leur situation malheureuse que pour s'emparer de leurs finances et de leur commerce – en un mot : les rivalités, les jalousies et la frénésie de profit de la bourgeoisie européenne ont fait de la diplomatie russe l'arbitre des affaires du continent.

La « réconciliation » a entraîné dans son sillage un revirement même chez les amis de la Russie. Dans mon premier article, je rapportais quelques propos tirés d'un discours d'un vieux russophile ayant modifié ses vues. Le journal « *Pravo* », organe officieux du Comité macédonien en Bulgarie, qui jusqu'alors défendait la diplomatie russe car tous les espoirs pour la cause macédonienne reposaient sur elle, se retourne soudain contre elle dans le premier numéro de sa deuxième année. Dans ledit numéro, « *Pravo* » ne se contente pas de déclarer que la Russie a trahie les Arméniens en soutenant le Sultan et en contrecarrant l'action anglaise à Constantinople, mais, pour renforcer encore sa prise de position anti-russe, le journal publie également des extraits d'articles de nos feuilles socialistes.

Il existe en Bulgarie d'autres groupes russophiles, comme celui de M. Karavélov, qui, par attachement à la Russie, attaquaient le prince Ferdinand parce qu'ils espéraient son abdication prochaine, la Russie refusant de toute manière de le reconnaître, ce qui aurait permis à leurs partis d'accéder au pouvoir avec l'aide russe. Ces groupes étaient si fermement convaincus de cette évolution qu'ils s'écrièrent avec emphase, sur le ton de la certitude absolue, dans les colonnes du journal « *Mlada Bulgaria* » du 3, c'est-à-dire du 15 novembre : « *Les tsars de Russie n'ont jamais trahis leur parole.* » Or, il advint qu'au même moment le tsar donnait et tenait secrètement sa parole au prince Ferdinand. Il est plaisant d'observer la fureur de la « *Mlada Bulgaria* » devant cette trahison du tsar. Elle combattait Ferdinand parce que la Russie le voulait ainsi, et la voilà soudain exclue du pouvoir pour toujours, car la Russie ne songe pas un instant, dans la conjoncture présente, à compromettre son jeu avec Ferdinand par amitié pour M. Karavélov. Dans sa colère, la « *Mlada Bulgaria* » affirma que la gratitude du prince et la « réconciliation » étaient un piège tendu par la diplomatie russe au peuple bulgare... « *Ces messieurs auraient dû se montrer plus prévoyants.* » Il est probable que leur courroux sera bientôt dissipé et nous assisterons alors au spectacle d'une « réconciliation » de M. Karavélov et de ses partisans avec le prince.

Les faits qui témoignent contre la diplomatie russe et qui trouvent leur origine dans la « réconciliation », eux, demeurent. Jamais le terrain n'a été plus favorable pour une lutte contre la diplomatie russe et les Bulgares russophiles qu'à l'heure qu'il est. Nous, socialistes bulgares, ne faillirons pas à notre tâche.